



La Fédération Wallonie-Bruxelles en 40 ans de diplomatie internationale et francophone



Inédite sur la scène internationale, la Constitution belge confère aux Communautés et aux Régions la politique internationale de leurs propres pouvoirs et compétences exercés à l'interne. Il s'agit d'une spécificité du fédéralisme belge, parmi la trentaine de pays fédéraux dans le monde.

Dans le processus de réformes institutionnelles en Belgique, 1982 ouvre la voie à la diplomatie francophone. Elle est essentiellement axée, dans un premier temps, sur la coopération culturelle, l'éducation et la promotion de la langue française.

Au fil des réformes de l'État successives, les compétences des entités fédérées se sont fortement élargies.

Aujourd'hui, Wallonie-Bruxelles international met en œuvre la politique internationale des trois gouvernements francophones de Belgique : la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Com-

mission communautaire francophone de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces compétences exercées à l'international s'étendent aujourd'hui de la culture, de la langue et de l'éducation, à l'économie, en passant par l'environnement, les droits humains, le sport, la jeunesse, la recherche et la coopération au développement.

Depuis l'ouverture, à Québec, de la première Délégation générale Wallonie-Bruxelles, et de la conclusion des premiers accords internationaux, un long chemin a été parcouru. Le réseau diplomatique de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles comprend ainsi 15 Délégations générales, dont celle à Tunis depuis 1988. Aujourd'hui, la diplomatie des entités fédérées belges francophones entretient des relations bilatérales avec près de 80 pays, mais aussi avec les acteurs multilatéraux que sont l'OIF, l'Union européenne (UE), le Conseil de l'Europe, les agences des Nations Unies, l'OCDE...

En 40 ans, la diplomatie belge francophone a renforcé son soutien à la diversité des acteurs qui font la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles, lesquels agissent dans les échanges et en partenariat avec le monde, et l'espace francophone en particulier.

La Fédération Wallonie-Bruxelles au cœur des politiques de la Francophonie

La Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) participe à un dispositif institutionnel voué à promouvoir le français, mais aussi à mettre en œuvre une coopération politique, éducative, économique et culturelle avec les 88 États et Gouvernements membres et observateurs de l'OIF.

La FWB est membre à part entière de l'OIF depuis 1980 et soutient également les activités de ses 4 opérateurs (AUF, AIMF, Université Senghor et TV5), des 2 Conférences ministérielles en éducation, jeunesse et sports ainsi que l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Elle est un des principaux contributeurs de la Francophonie multilatérale et en est son premier contributeur per capita. Cette participation active est soulignée par la présence du Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Pierre-Yves Jeholet, au XVIIIème Sommet des Chefs d'État de Gouvernement de la Francophonie.



Le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Pierre Yves Jeholet et la Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo

Ainsi, pour la FWB, les enjeux sont importants et portent aussi sur la promotion de l'ensemble des valeurs démocratiques et des droits humains que véhicule la Francophonie. La Francophonie internationale est à l'aube d'une nouvelle gouvernance et d'une nouvelle densité géopolitique. Celle-ci est rendue nécessaire, notamment avec sa nouvelle Stratégie économique, la poursuite commune des Objectifs de Développement durable (ODD) des Nations Unies, face aux évolutions qui affectent le monde. Ce nouveau départ s'appuie sur la vitalité démographique des pays africains membres de la Francophonie : la jeunesse est désormais le premier pôle d'attention, notamment en matière d'éducation, de citoyenneté et d'insertion sociale, économique et professionnelle.

La Francophonie internationale se voit en charge d'une responsabilité géopolitique et assume ce rôle dans le respect du multilatéralisme, en lien avec son action dans les instances internationales. Au sein de la Francophonie, la FWB s'assigne l'objectif de renforcer la culture du dialogue, d'améliorer la coordination et la complémentarité entre les acteurs institutionnels, de consolider le rôle de l'OIF sur la scène internationale.

Un appui à une diversité de programmes et d'initiatives



Les technologies numériques sont devenues les outils d'une Francophonie concrète, efficace, élargie, d'un espace commun à tous les francophones à travers le monde. La FWB s'est investie dans l'élaboration de la Stratégie numérique de la Francophonie 2022-2026. Il s'agit en outre de développer les diverses formes d'apprentissage du français grâce à l'adaptation de l'éventail des supports technologiques.

La Fédération Wallonie-Bruxelles s'investit, dès lors, à travers les différentes Institutions et opérateurs de la Francophonie, dont l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), dans le développement de cet espace commun. Il en est de même avec le réseau francophone de l'innovation (FINNOV), né sous l'initiative de la Fédération Wallonie-Bruxelles en 2012 en marge du Sommet de la Francophonie. L'Espace francophone de la valorisation de la recherche (EFVR) suivra peu après afin de mieux répondre aux besoins communs des écosystèmes de recherche et de sa valorisation économique, industrielle et sociale, et de

résorber la fracture numérique entre les pays francophones du Sud et du Nord.

La Fédération Wallonie-Bruxelles s'engage à défendre et à investir dans les industries culturelles que sont notamment le cinéma, la musique, les jeux numériques, les différents supports audiovisuels.

Avec l'OIF, la Fédération Wallonie-Bruxelles entend « faire reculer le recul du français » et centrer la coopération multilatérale sur la valeur ajoutée de la Francophonie et sur son socle, la langue française. Cette promotion du français prendra en compte la diversité linguistique en vue de composer avec l'identité des peuples et des cultures. La FWB rejoint une programmation de l'OIF qui reflète davantage cette priorité transversale dans ces domaines clés :

- l'éducation de qualité en français et l'enseignement du français;
- la place du français dans le numérique, l'innovation et les sciences ainsi que l'usage des technologies au service de cette langue ;
- le français comme langue d'influence et d'action dans les relations diplomatiques, politiques et économiques internationales.

Comme rappelé lors des Etats généraux du Livre en langue française, à Tunis en septembre 2021, si la langue française est une langue populaire, une langue d'échange et de travail, elle est également le berceau de plusieurs littératures et cultures.

Le soutien de Wallonie-Bruxelles aux projets de la Francophonie en Tunisie

Avec différents opérateurs de la Francophonie, partenaires et à travers différents programmes, la Wallonie et la FWB apportent un soutien concret et indirect à nombre d'initiatives thématiques significatives en Tunisie menées ces 2 dernières années. Mentionnons notamment les soutiens suivants :

- Au Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ) de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFESJES) avec l'appui à des projets de création de microentreprises et les formations à destination des jeunes et de leurs encadreurs.
- Avec l'AIMF, le soutien au Plan de prévention et de lutte contre la COVID-19 ainsi qu'aux services de santé de la municipalité de Tunis.
- À la HAICA (Haute Autorité indépendante de la Communication audiovisuelle tunisienne) pour l'organisation d'une conférence du REFRAM (Réseau francophone des Régulateurs de l'Audiovisuel) sur les prestations de qualité des médias de service public.
- À l'association Forum des sciences sociales appliquées (ASSF) pour le volet tunisien de « L'étude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents » menée par le réseau Franco-PREV, en collaboration avec l'OIF
- Au Fonds de solidarité de l'OIF « La Francophonie avec elles » en appui à l'entrepreneuriat des femmes.
- L'octroi de bourses de master pour l'Université Senghor à Alexandrie.

Tunisie/Wallonie-Bruxelles : 40 ans de coopération

La Tunisie, la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles développent leur coopération depuis 40 ans. Un accord-cadre de coopération a été signé entre leurs gouvernements en 1998.

Mission diplomatique de coopération, ouverte à Tunis en 1988 - la première en Afrique du nord-, la Délégation générale Wallonie-Bruxelles a diversifié et approfondi les relations bilatérales, avec l'appui d'une grande diversité d'acteurs...

Une nouvelle dynamique de coopération prend corps en 2011, s'appuyant sur les objectifs de la transition démocratique tunisienne.



Droits Humains

Droits humains, État de droit, libertés fondamentales, droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels sont au cœur de la coopération. L'égalité des genres et la promotion des femmes dans la vie publique restent d'actualité. Ainsi, avec le projet Génération femmes leaders, le renforcement de leurs capacités, le réseautage, les échanges d'expériences, notamment avec des femmes politiques belges, a permis

des avancées démocratiques significatives depuis les élections municipales tunisiennes de 2018. Ces expériences et connaissances mutuelles en matière d'égalité femmes-hommes pourront également être étendues à l'échelle de l'espace de la Francophonie. La coopération bilatérale se poursuit dans un contexte d'avancée législative importante en Tunisie en matière de lutte contre les violences faites aux femmes.

Il s'agit aussi de promouvoir les droits et la protection de l'enfant, y compris pour les enfants en conflit avec la loi.

Nos programmations soutiennent également les activités de Médecins du Monde Belgique en santé publique et insertion sociale, et d'Avocats sans Frontières, en matière d'accès à une justice équitable et à la promotion des droits humains.

Médias et liberté d'expression

L'appui aux médias, la liberté d'expression et de la presse occupent une place emblématique dans la coopération depuis 2011.

Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel Wallonie-Bruxelles s'est activement engagé en matière de régulation des médias. Avec la Haute Autorité indépendante de Communication audiovisuelle - HAICA, cette coopération travaille à la consolidation de l'État de droit, au pluralisme, à la professionnalisation et à la déontologie des médias. Après un jumelage CSA - HAICA sur financement UE en 2018-20, les collaborations avec le Réseau francophone des régulateurs audiovisuels (ReFRAM), cette coopération se poursuit par sa contribution à la liberté d'expression et d'information, ainsi qu'à un paysage



Le Ministre-Président Pierre Yves Jeholet, Nouri Lajmi, Président de la HAICA et Karim Ibourki, président du CSA

audiovisuel pluraliste et indépendant en Tunisie. Coopération académique et formation des journalistes animent les échanges et partenariats. En témoigne aussi la mobilisation des expertises lors des Assises internationales du Journalisme à Tunis ou lors d'autres rencontres internationales.

Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation

La Tunisie est un acteur de premier plan de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique francophones et africains.

Les universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles accueillent une moyenne constante d'une soixantaine de doctorants tunisiens par an. Outre les programmes des universités, Wallonie-Bruxelles international (WBI) et l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) mobilisent leurs programmes de bourses à l'intention des pays partenaires, dont la Tunisie.

Plus d'une trentaine d'acteurs académiques et de la recherche belges francophones sont impliqués dans la coopération avec la Tunisie.

Aujourd'hui, cette coopération s'étend principalement dans le développement durable, la santé, les sciences humaines et sociales.

Autant de secteurs qui réunissent les universités, centres de recherche, pouvoirs publics, pôles de compétitivité et industriels en y favorisant aussi les coopérations entre écosystèmes de valorisation de la recherche et d'expertises croisées avec la Tunisie. Cette coopération croise également les programmes de la Francophonie et de l'Union européenne.

Jeunesse

La collaboration en matière de jeunesse permet aussi de lutter contre la toxicomanie des jeunes. La promotion de politiques respectueuses des droits humains dans la lutte contre la toxicomanie, l'organi-



sation des réseaux socio-sanitaires accompagnent au mieux les usagers de drogues dans leurs traitements et prévention.

Les programmes du Bureau International Jeunesse (BIJ) assurent les échanges entre jeunes tunisiens et de Wallonie-Bruxelles en soutenant leurs projets de mobilité internationale.

Avec la Francophonie, Wallonie- Bruxelles promeut aussi la formation et l'entrepreneuriat des jeunes en Tunisie.

Politiques culturelles et du patrimoine

Décentralisation et diversité culturelle, professionnalisation des métiers, démocratisation culturelle et participation à la création, sont autant de domaines de collaborations autour du théâtre, de la danse, de la bande dessinée, de la littérature,...

En musique, on retiendra la filière historique et les échanges continus dans la formation aux musiques jazz.

La coopération cinématographique a connu un fort essor grâce aux formations aux mé-

tiers du cinéma, mais aussi grâce à la multiplication de coproductions tuniso-belges soutenues par l'accord de coproduction bilatéral.

Valoriser le patrimoine matériel et immatériel repose aussi sur une coopération tournée vers l'architecture, l'ingénierie, l'urbanisme, l'économie ou encore le droit du patrimoine.

Outre les sciences et la mobilisation des sociétés civiles, le programme « Tunisie en mouvements » de Wallonie – Bruxelles international, en 2020-22, a soutenu de nombreuses initiatives à caractère culturel et artistique.

Wallonie-Bruxelles a aussi participé aux orientations et à la mise en œuvre de programmes financés par l'UE.

Environnement et Développement Durable

La Tunisie et Wallonie-Bruxelles soutiennent les Objectifs de Développement Durable dans leurs priorités politiques internes et de coopération internationale.

Dans un contexte de stress hydrique structurel en Tunisie, la gouvernance participative, la recherche sur le changement climatique, et les traitements innovants des eaux usées réunissent nos acteurs scientifiques, institutionnels et économiques.

Agriculture biologique et tourisme durable sont aussi un nouveau défi de partenariat à travers les 5 étages bioclimatiques de la Tunisie.

De même, la formation de formateurs en éco-conseil permet aux municipalités tunisiennes de se doter de nouvelles expertises en appui aux politiques environnementales décentralisées.



Commerce international et investissement

Aux côtés de la Délégation générale, l'Agence Wallonne à l'Exportation et à l'Investissement à Tunis suit le développement des relations économiques internationales de la Wallonie. Elle accompagne au quotidien les entreprises wallonnes à la recherche de partenaires commerciaux ou techniques, et apporte l'assistance aux investisseurs wallons et tunisiens.

1er client de la Wallonie per capita en Afrique du Nord, la Tunisie est un partenaire de coopération économique et d'investissement de la Wallonie. Sciences de la vie, environnement (dont l'eau, la gestion des déchets et les énergies renouvelables) ainsi que l'économie numérique, sont des secteurs d'intérêt prioritaires.

Le programme de partenariat pour le développement durable (PPDD)

Le programme de cofinancement de projets de partenariat pour le développement durable poursuit les objectifs des Nations unies relatifs au développement durable, aux droits de l'Homme, à la population, à la liaison entre l'économie et le social ainsi qu'au droit des femmes au développement et à l'éducation. Ce programme de coopération bilatérale indirecte mobilise les acteurs civils et publics, tant au Nord qu'au Sud, autour des enjeux de solidarité internationale, de partenariats, d'autonomisation des structures partenaires et d'appui aux acteurs de changement. Ce programme soutient plusieurs projets afférents à ces objectifs, en cours d'exécution en Tunisie.

Interactions multilatérales et proximité

Wallonie-Bruxelles participe aussi à la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes européens en Tunisie : recherche-innovation, Europe créative, Erasmus +, environnement, eau, investissements sont autant de secteurs de coopération multilatérale.

L'action conjointe entre coopérations bilatérales et multilatérales sont à assurer en faveur des droits humains et du rôle de la société civile en Tunisie. Membre de la Francophonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles agit aux côtés de la francophonie tunisienne et en appui des programmes de la Francophonie multilatérale.

À travers les différents programmes bilatéraux et multilatéraux qui ont cours, la Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Tunis s'attache à assurer un rôle de proximité et de collaboration de terrain auprès d'une grande diversité d'acteurs tunisiens, belges et internationaux, à mettre en lumière ce qui fait bouger la société tunisienne aujourd'hui.



Délégation générale de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Tél : 00 216 71 280 458/446/435 Site : www.wallonie-bruxelles.tn

Page Facebook : <https://www.facebook.com/DWBTUNIS>

Chaîne Youtube : https://www.youtube.com/channel/UCdkPF6hVf_MELsAiH_TsxoA

